

COMPTE-RENDU
CONFÉRENCE-DÉBAT
Europe: le désamour avant le mariage de raison?
Paris et Berlin à la recherche d'une nouvelle vocation européenne

par Gérard Foussier,
rédacteur en chef de la revue franco-allemande *Dokumente/Documents*
Président du Bureau International de Liaison et de Documentation

Organisée le 11 avril 2014
salle d'honneur du château de Flers, Villeneuve d'Ascq
par l'Association pour l'Amitié entre Villeneuve d'Ascq et Leverkusen



La revue *Dokumente/Documents* existe depuis août 1945. Elle a pour objet l'établissement d'une communication entre la France et la RFA.

L'année 2014 représente un enjeu particulier pour l'Europe. C'est un tournant. Faut-il freiner sa construction, ou bien l'accélérer? Quel doit être le rôle politique de l'UE, sachant que l'Europe actuelle est inexistante sur le plan géopolitique? Et dans ce contexte, quel est le rôle du couple franco-allemand?

Cette conférence vise à déterminer:

- a) quelles sont les plaies qui font mal,
- b) dans quelle mesure la France et l'Allemagne pourraient mieux agir dans le sens d'une Europe efficace.

A Le désamour: Quelles sont les plaies qui font mal dans la relation franco-allemande?

Tout le monde se dit européen. Pour autant, malgré le cinquantenaire du Traité de l'Élysée en 2013, la France et l'Allemagne se sont critiquées à jet continu.

Ce qui a faussé le jeu, c'est la campagne présidentielle française de 2012, au cours de laquelle Sarkozy a fait constamment référence à l'Allemagne comme modèle, tandis que Hollande lui a opposé le modèle français axé sur le social, arguant que les Français ont intrinsèquement une "autre vision des choses", et excluant une Allemagne "dictant" ses conditions à la France. Incidemment, l'expression "Merkozy" pouvait, par sa construction même, être interprétée comme l'Allemagne d'abord. À cela, le PS a répliqué par une liste de ce qui ne va pas en Allemagne (baisse des prestations sociales, augmentation de la durée de cotisation pour les retraites, taux de chômage bas mais au prix de la contrainte d'accepter n'importe quel travail, pas de SMIC, emploi de salariés migrants à bas salaires, etc..). Proposition par Hollande de réviser le Traité de l'Élysée, puis de renégocier le Traité européen, sans objet pour les Allemands et donc restée sans suite.

Et dans ces conditions, force est de constater qu'il n'existe pas de mots pour concrétiser l'action commune franco-allemande:

- moteur? (le taux de croissance de la France et son taux de chômage peu flatteurs nuisent par contraste à l'image de la France)
- tandem? (qui appuie sur les pédales, qui pilote?)
- locomotive? (quid des autres pays, à la remorque?)
- union franco-allemande: hypothèse caressée un temps - très bref - puis rapidement remisee.

Par ailleurs, le gouvernement allemand fonctionne par coalition de partis, alors qu'en France on pratique l'alternance pouvoir/opposition.

En fait, il y a fondamentalement une incompréhension réciproque. D'une manière générale, l'incompréhension est totale sur les systèmes politiques et économiques à l'étranger, chacun interprétant à travers le prisme de sa nation.

Ainsi, les débats nationaux ne sont pas compris dans l'autre pays. Par exemple, il est incompréhensible en Allemagne qu'un simple revers aux élections municipales puisse conduire à un remaniement ministériel éclair. On ne comprend pas non plus en Allemagne la nécessité d'avoir 36000 communes, nombre beaucoup trop élevé au regard de ce qui existe ailleurs. À l'inverse, expliquer le fédéralisme aux Français relève de la mission impossible. Exemple typique: Sarkozy fait irruption au sein d'un conseil des ministres des finances à Bruxelles. Le ministre allemand des finances lui signifie qu'il n'a pas sa place dans ce conseil. Piqué au vif, Sarkozy demande à Merkel de tancer ce malappris. Demande incongrue, et donc sans suite¹.

¹ note du rédacteur: car le président français n'a pas compris le principe fondamental du fédéralisme, la subsidiarité. À savoir que le niveau hiérarchique $n-1$, à qui le niveau n a confié une mission, devient par le fait même souverain dans l'exercice de cette mission

En matière de défense, le président français décide seul, et informe ensuite le parlement, qu'il met ainsi devant le fait accompli. En Allemagne, toute décision de cet ordre doit être préalablement soumise au Bundestag. Il en va de même au Royaume Uni ou aux USA.

En France, on gouverne par confrontation, alors qu'en Allemagne on est plus enclin à la concertation. On se parle.

Enfin, dans la relation franco-allemande, au lieu d'évoquer les points positifs, car il y en a, on se complaît au contraire à souligner ce qui ne va pas.

B La mariage de raison en vue d'une nouvelle vocation européenne

Que devraient faire la France et l'Allemagne pour une Europe efficace?

L'Europe n'est-elle qu'une lubie idéaliste?

En fait, il existe des attentes vis-à-vis de l'Europe (et notamment la paix et le bien-être) et ce qui rassemble les Européens est bien supérieur à ce qui les sépare. Il importe de convaincre les Européens de cela.

Pour ce faire, il faut préalablement définir ce qu'est l'Europe que l'on veut: doit-elle être une grande nation, doit-elle être un État fédéral, doit-elle être une communauté économique?

Tout d'abord, pour assurer une meilleure gestion intergouvernementale de l'UE, il faut mettre fin à la fracture Nord-Sud. Et ce, ne serait-ce que parce que le Nord ne peut survivre sans le Sud, en tant que débouché fondamental.

Remarquons que les disparités que l'on reproche à l'UE existent de la même façon au sein de la RFA entre les Länder. Ainsi, les Länder riches (Bavière, Hesse) se plaignent de payer pour les Länder pauvres ou dépensiers (Berlin). Le débat allemand se transpose au niveau de l'UE, où les Allemands ont le sentiment que les pays en état de faiblesse (Grèce, Espagne, Irlande, Italie, Chypre) le sont de leur fait et en tout cas n'ont pas rectifié le tir en temps opportun. Alors que, il y a 10 ans, la RFA était dans la même situation que la France en terme d'endettement. Entre-temps, elle a opéré, non sans mal, un redressement, ce qui l'autorise à exiger des autres pays de l'UE la même rigueur. Mais, si, comme c'est le cas en France, l'objectif d'un parti est simplement de gagner les prochaines élections, on n'y arrivera jamais.

Soulignons encore que le président de la république française est, par la constitution, le garant de la souveraineté nationale. Ce qui est limite par le fait même sa conception de l'UE.

Plus généralement, l'UE pâtit de "ne pas avoir de numéro de téléphone", autrement dit un responsable crédible vis-à-vis du reste du monde.

Questions ou réflexions de l'auditoire (environ 30 personnes)

- "Qu'en est-il en Allemagne du mariage homosexuel?"

réponse: il a été entériné sans heurts.

- "le rapprochement entre la France et l'Allemagne, et plus généralement entre les membres de l'UE, passe d'abord par la culture: il faut faire connaître la littérature de ces pays."

Rémy Volpi

Commentaires du rédacteur:

La relation franco-allemande est primordiale pour l'Europe et le monde. Ceci pour deux raisons, antinomiques et complémentaires.

Cette relation ne vient pas de la nuit des temps (Charlemagne), comme on se complaît à le dire. Elle a débuté avec la déclaration de guerre à l'Europe par la Révolution française en 1792. La vraie révolution est que, ce faisant, on est passé de la guerre dynastique menée, selon un rituel contrôlé, par des professionnels salariés, à un type nouveau, la guerre nationale débridée.

La victoire de Napoléon sur la Prusse à Iéna et Auerstaedt en 1806 a eu pour effet la volonté de revanche de la Prusse, laquelle est entrée, sous l'égide de Scharnhorst, Gneisenau, Clausewitz, dans une phase de réforme administrative et militaire. Au tout début de son livre *De la Guerre*, Clausewitz entrevoit de façon prémonitoire que dans le cas d'une guerre totale, la politique perd la main et la guerre devient une fin en soi et non plus un moyen. Effrayé il dira plus loin, de façon "politiquement correcte" que " la guerre n'est que la poursuite de la politique par d'autres moyens", soit l'exact contraire de son intuition. La Prusse et la France entrent alors dans une phase de rivalité mimétique, chacun étant à la fois le rival et le modèle de l'autre, selon l'analyse fulgurante de René Girard concernant les comportements humains. Avec le risque, toujours selon Girard, d'aboutir à une crise mimétique dont l'emballement mène à des conséquences apocalyptiques, ce qu'avait entrevu Clausewitz.

On a dit qu'alors, l'Allemagne (au sens de *Deutscher Bund* - la Confédération germanique créée à l'issue du Congrès de Vienne en 1815 - regroupant sous l'égide de l'Autriche 39 États souverains de la nation allemande, c'est-à-dire de langue allemande) était une nation sans État, tandis que la France était un État sans nation. Dans le jeu de la rivalité mimétique, la France s'est employée au cours du XIXème siècle à devenir une nation en éradiquant à l'aide des "Hussards de la République" les 36 langues parlées sur son territoire, tandis que de son côté la Prusse mettait tout en œuvre pour unifier, au détriment de l'Autriche, l'Allemagne. Exercice réussi, quoiqu'il s'agisse de la "petite Allemagne", par la proclamation du second Reich à Versailles en janvier 1871 (le premier Reich étant le Saint Empire romain germanique aboli en 1806 car supplanté par l'Empire napoléonien, et le troisième Reich étant l'Allemagne hitlérienne).

De sorte qu'à la fin du XIXème siècle France et Allemagne se seront constituées, par deux chemins opposés et convergents, en États-nations. Et de même, la grande affaire du XIXème siècle aura été en Europe la constitution, ou la volonté de constitution, d'États-nations, en amalgamant deux concepts distincts, celui d'État (gouvernement d'un territoire donné), et celui de nation (peuple d'une même culture parlant généralement la même langue).

Le nationalisme narcissique et haineux était le catalyseur nécessaire à cette grande transformation. Au début du XXème siècle, France et Allemagne étaient de la sorte fin prêts à en découdre. Vœu exaucé en 1914 pour le motif futile et bien vite relégué aux oubliettes de l'assassinat de l'Archiduc François-Ferdinand à Sarajevo le 28 juin. Si la Grande Guerre avait été une guerre au sens traditionnel, comme on dit Guerre de cent ans, Guerre de quatre-vingt-ans, Guerre de trente ans ou Guerre de sept ans, elle aurait cessé dès 1915 au vu d'une froide analyse coût/gains propre à la politique classique. Mais ici, nous sommes à un tournant de

l'histoire, et plus rien ne saura arrêter les orages d'acier et le *meatgrinder* (le hachoir à viande, selon l'expression britannique). Nous sommes de plain-pied dans la démence rageuse d'un emballement mimétique au risque d'une destruction mutuelle assurée. Soit aux antipodes de la guerre classique que le polémologue Gaston Bouthoul décrit comme "fête suprême, grande orgie sacrée, subversion même, ballet dangereux, la guerre arrache l'homme à sa vie de tous les jours". Autant dire que le mot guerre employé à propos de 14-18 et de 39-45 est totalement abusif, puisqu'il s'agit d'un phénomène d'une tout autre nature, relevant non plus d'un phénomène de civilisation, mais d'une abrupte régression barbare dans laquelle l'Europe s'est vautrée: montée aux extrêmes du fait des nationalismes hystériques, barbarie rationalisée des guerres totales, totalitarismes délirants, génocides industrialisés, terreur nucléaire ont mis la planète à feu et à sang, faisant jusqu'au milieu du XXème siècle de ce petit cap de l'Asie le continent des ténèbres selon l'expression de Mark Mazower. Tout le contraire de ce que les Lumières donnaient à espérer.

Pointe avancée de l'aventure humaine, l'Europe est capable du pire comme du meilleur. Après avoir donné sans réserve dans le pire, elle se doit désormais vis-à-vis du reste du monde de donner dans le meilleur. C'est le propos de la construction européenne, utopie de l'instauration d'un espace modèle de paix, de prospérité et d'éthique, *soft power* par excellence, inspirant l'ensemble des humains.

Dans cette utopie - une utopie concrète pour reprendre le concept développé dès 1918 par Ernst Bloch - la collaboration étroite des deux mauvais sujets d'antan, France et Allemagne, s'impose. Il faut donner une voix à l'UE, et pour cela très pragmatiquement, une Europe fédérale est nécessaire, Europe démocratique dotée d'un gouvernement supranational aux pouvoirs souverains, limités et contrôlés. La majorité des politiciens s'accordent à voir dans l'option fédérale un impératif catégorique. "Pas à pas", nuancent-ils cependant. Mais d'une part, eu égard à la montée en puissance rapide de pays émergents et notamment les BRICS, on peut estimer à 10 ans la fenêtre de tir. Au-delà, à défaut d'une Europe forte à l'intérieur et forte à l'extérieur, commencerait ce qu'Oswald Spengler avait appelé, lui aussi en 1918, "le déclin de l'Occident" (*der Untergang des Abendlandes*, en allemand, c'est-à-dire plutôt le naufrage que le déclin). Et d'autre part, une telle Europe est hors de portée d'emblée avec 28 pays membres, ou même avec les seuls pays de l'eurozone: "*too many cooks spoil the broth*" dit un proverbe anglais (trop de cuisiniers gâtent la soupe).

N'est-il pas opportun dans ce contexte de s'inspirer - *mutatis mutandis* - de ce qu'un des pères de l'Europe, Jean Monnet, avait imaginé en juin 1940, à savoir la fusion du gouvernement français et de son allié en vue d'obtenir la quintessence de l'efficacité en une période particulièrement tragique, projet qui avait convaincu De Gaulle et Churchill. Il s'agit ici de la fusion sous forme fédérale de la France et de la RFA, d'où résulterait la République Fédérale d'Europe, membre de l'UE. Ensuite, assez rapidement d'autres pays, sous réserve qu'ils satisfassent à certaines conditions, s'intégreraient.

Pour l'heure, un tel projet relève, en France, du sacrilège. C'est en fait pour cette raison même que, après l'échec de la Communauté Européenne de Défense en 1954, l'Europe s'est

construite à partir de 1958 sur le registre de l'économique, ses promoteurs escomptant que chemin faisant, le verrou souverainiste sauterait sous l'effet du bon sens. Mais comme le nationalisme dont il est le fruit, le souverainisme relève essentiellement de l'émotionnel, et comme on le sait, les mythes sont beaucoup plus forts que la réalité. Même si, dans le cas présent, ce souverainisme avec ses relents de nationalisme narcissique et haineux, est parfaitement contre-productif. Soulignons qu'il ne s'agit en rien de patriotisme. Celui-ci est l'amour des siens, celui-là est la haine des autres. Ce souverainisme a tout du piège à singe. On en connaît le principe: pour attraper les singes, les Asiatiques usent d'un dispositif aussi rudimentaire qu'efficace: dans un bocal transparent lié par une chaîne à un tronc d'arbre, ils placent un fruit; le singe passe la main dans le bocal et attrape ce fruit; ce faisant il ne peut retirer la main du bocal; comme il s'entête à ne pas lâcher prise, il se fait prendre et tuer.

Désamorcer le piège à singe qu'est le souverainisme, fruit de 200 ans d'intoxication nationaliste, nécessite l'élaboration d'un arsenal d'arguments ressortissant au pathos. Cet arsenal reste à construire. Et à mobiliser. À cette fin, il y a tout lieu de tirer parti de faits d'actualité préoccupants, tel que le comportement de la Fédération de Russie qui feint de voir dans l'Europe et l'Amérique l'incarnation du fascisme. Il serait surtout judicieux de se mettre dans le sillage des commémorations du centenaire de la Guerre 14-18. Et dans cette optique, l'objectif de signer l'accord de fusion entre la France et l'Allemagne le 28 juin 2019, date anniversaire du centenaire du Traité de Versailles qui a fait perdre la paix, ne manquerait pas de panache.

Enjeu gigantesque, délai court, forces faibles: l'entreprise est à tout le moins ambitieuse. Pour autant, elle est conforme au leitmotiv des militants fédéralistes de l'UEF, qui aspirent à une "fédération européenne maintenant!"



Il n'y a pas d'entreprises sans risques, mais il y a des entreprises sans chance. Celle consistant à suivre la devise du brave président Queuille est de celles-ci: se contenter de l'Europe Frankenstein, sans cap ni capitaine et pour laquelle en conséquence il n'y aura jamais de vents favorables, c'est laisser le vaisseau Europe poursuivre sur son erre jusqu'à son inéluctable naufrage. C'est assurément sacrifier nos enfants au Moloch souverainiste.

Wer will der kann, disent nos amis allemands: qui veut peut. Alors voulons!